

Unité départementale de la Somme
53 rue de la Vallée
80000 Amiens

Amiens, le 16/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

FALSIMAGNE SA

Route de St Valéry
80460 Woignarue

Références : 2026-E30027
Code AIOT : 0005104830

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/11/2025 dans l'établissement FALSIMAGNE SA implanté Route de St Valéry ONIVAL 80460 Woignarue. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FALSIMAGNE SA
- Route de St Valéry ONIVAL 80460 Woignarue
- Code AIOT : 0005104830
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société FALSIMAGNE réalise des pièces en aluminium, cupro aluminium et zamac (zinc, aluminium) pour des secteurs d'activité variés comme la serrurerie, le ferroviaire, l'automobile.

Contexte de l'inspection :

- Récolement
- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Eaux souterraines

2) Constats**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Autre du 23/07/2015, article -	/	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
3	Eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 06/01/2004, article 3.3 du titre V	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois
4	Autosurveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 06/01/2004, article 5 du titre V	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Rétention	Arrêté Préfectoral du 06/01/2004, article 3.4 du titre III	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a réalisé une grande partie des travaux de mise en conformité. A ce jour, il n'est pas possible de lever la mise en demeure car les travaux ne sont pas totalement finalisés. Ainsi, l'Inspection propose à M. le Préfet de ne pas engager de sanction à ce stade, et de maintenir de la mise en demeure du 7/10/2024, qui fera l'objet d'une nouvelle inspection en 2026.

Le non-respect d'une mise en demeure étant susceptible de constituer un délit, un courrier à l'attention de M. le Procureur est rédigé en application de l'article 40 du code pénal. Au vu de l'avancement des travaux de mise en conformité, l'Inspection propose néanmoins de ne pas engager de suite pénale à ce stade.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Autre du 23/07/2015, article -			
Thème(s) : Situation administrative, Rubrique IED			
Prescription contrôlée :			
<p>La préfète de la Somme donne acte à la société FALSIMAGNE, dont le siège est situé à route de Saint Valéry 80460 à WOIGNARUE de sa déclaration effectuée le 29 octobre 2013, en application des articles L513-1 et R515-84 du Code de l'Environnement, en vue de bénéficier de l'antériorité pour ses installations situées à WOIGNARUE dont l'activité est autorisée initialement par l'arrêté préfectoral 6 janvier 2004.</p> <p>Outre les rubriques déjà visées par les différents arrêtés, ces installations relèvent des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées :</p>			
Rubrique	Régime	Intitulé	Caractéristiques de l'installation
3250		Transformation des métaux non ferreux :	
	A	a) Production de métaux bruts non ferreux à partir de minerais, de concentrés ou de matières premières secondaires par procédés métallurgiques, chimiques ou électrolytiques	
	A	b) Fusion, y compris alliage, de métaux non ferreux incluant les produits de récupération et exploitation de fonderies de métaux non ferreux, avec une capacité de fusion supérieure à 4 tonnes par jour pour le plomb et le cadmium ou à 20 tonnes par jour pour tous les	

		jour pour tous les autres métaux	
<p>Conformément à l'article R. 515-61 du Code de l'environnement :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la rubrique principale de l'exploitation est celle n° 3250 ; • les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles faisant référence au document BREF "Forges et Fonderie" (SF). <p>Conformément à l'article R. 515-71 du Code de l'environnement, l'exploitant adresse au préfet les informations mentionnées à l'article L. 515-29, sous la forme d'un dossier de réexamen dans les douze mois qui suivent la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles susvisées.</p> <p>Par ailleurs, il est rappelé que les prescriptions auxquelles l'exploitation est déjà soumise demeurent applicables.</p> <p>(...)</p>			
<p>Constats :</p> <p>Les conclusions du BREF " Forges et fonderies" (rubrique 3250) ont été publiées en décembre 2024. Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué que son dossier de réexamen serait déposé fin 2025. Il est à noter que les 12 mois suivant la publication n'étaient pas dépassés le jour de l'inspection.</p> <p>Par courrier reçu le 24/12/2025 à la Préfecture de la Somme, l'exploitant a indiqué ne pas atteindre le seuil de la capacité journalière maximale de 20 tonnes et avoir une capacité maximale journalière de 16 tonnes. Il conclut ainsi que son établissement ne relève pas du champ d'application de la directive IED mais demeure soumise au régime ICPE approprié à son niveau d'activité.</p> <p>Or, le 29/10/2013, l'exploitant avait déclaré qu'il relevait du statut IED au titre de la rubrique 3250. Un certificat d'antériorité a été délivré en ce sens le 23/07/2015.</p> <p>Ainsi, l'Inspection prend acte que <u>l'exploitant ne souhaite plus relever de la rubrique 3250 puisque sa capacité se situe sous le seuil de cette rubrique. Le courrier transmis n'est cependant pas suffisant pour acter que le site ne relève plus de la directive IED</u>, l'exploitant doit procéder à la cessation d'activité partielle pour ne plus relever du statut IED.</p>			
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p><u>Sous 1 mois</u>, l'exploitant doit notifier à M. le Préfet la cessation d'activité pour la rubrique 3250, en application de l'article R. 512-39 du code de l'environnement. Il pourra solliciter un report de réhabilitation lors de cette notification.</p> <p><u>Sous 6 mois</u>, l'exploitant transmet un dossier de cessation d'activité comprenant les attendus réglementaires (ATTES-SECUR, ATTES-MEMOIRE notamment si pas de demande de report de réhabilitation).</p>			
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>			
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>			
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>			

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/01/2004, article 3.4 du titre III
Thème(s) : Risques chroniques, Protections des sols et des eaux
Prescription contrôlée : (...) <p>Tout stockage de liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention (...)</p>
Constats : L'exploitant dispose de produits présents dans sa cave sur rétention. Lors de la visite, l'Inspection a constaté la présence de 2 rétentions, une contenant des pots blancs et l'autre, des bidons bleus. L'exploitant a précisé que les pots blancs servaient pour le poteyage et les bidons bleus étaient du liquide de protection contre la corrosion (SURTEC) et du lubrifiant (GLISS68).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/01/2004, article 3.3 du titre V
Thème(s) : Risques chroniques, contrôle des eaux pluviales
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 16/07/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 07/04/2025
Prescription contrôlée : Les eaux pluviales non souillées ne présentant pas une altération de leur qualité d'origine seront évacuées par un réseau spécifique et pourront être rejetées directement dans le milieu récepteur. Lorsque le ruissellement des eaux pluviales sur des toitures, aires de stockages, voies de circulation, aires de stationnement et autres surfaces imperméables est susceptible de présenter un risque particulier d'entraînement de pollution, un réseau de collecte spécifique est aménagé et raccordé à des capacités de confinement susceptibles de retenir le premier flot de ces eaux pluviales. Les eaux ainsi collectées ne peuvent être rejetées au milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité et si nécessaire traitement afin de respecter les conditions suivantes : <ul style="list-style-type: none"> > pH compris entre 5.5 et 8.5, > la couleur de l'effluent ne provoque pas de coloration persistante du milieu récepteur, > l'effluent ne dégage aucune odeur, > teneur en matières en suspension inférieure à 35 mg/l, conformément à la norme NFT 90-105, > teneur en hydrocarbure inférieure à 10 mg/l, conformément à la norme NFT 90-114, > demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) inférieure à 125 mg/l, conformément à la norme NFT 90-101, > demande biologique en oxygène sur effluent non décanté (DBO5), inférieure à 30 mg/l, conformément à la norme NFT 90-103.

Constats :

L'exploitant a identifié 3 zones A, B et C.

Afin de canaliser les eaux pluviales susceptibles d'être polluées et les diriger vers un séparateur d'hydrocarbures avant rejet, l'exploitant a fait réaliser des travaux de voirie :

- pour la zone A d'une surface de 100m^2 , un caniveau en point bas sur toute la longueur a été installée. L'eau ainsi canalisée sera dirigée vers un séparateur d'hydrocarbures avec obturateur puis rejetée dans le milieu naturel (puit d'infiltration où sont rejetées les eaux de toiture);
- pour la zone B d'une surface de 600m^2 , présente sur le côté du site : des bordures ont été mises en place pour diriger l'eau vers le caniveau mis en place à proximité de la barrière. L'eau canalisée sera dirigée vers un séparateur d'hydrocarbures sans déversoir avec kit de fermeture puis rejetée dans le milieu naturel (puit d'infiltration où sont rejetées les eaux de toiture);
- pour la zone repérée C d'une surface de 300m^2 , présente sur l'arrière du site: mise en place de bordures et d'un caniveau en point bas. L'eau canalisée sera dirigée vers un séparateur d'hydrocarbures sans déversoir avec kit de fermeture puis rejetée dans le milieu naturel (dans le talus, à l'intérieur du site).

Lors de la visite du site, l'Inspection a constaté la réalisation des travaux. Il restait à installer les dernières bordures. L'exploitant a indiqué que les travaux seraient terminés après le retrait de la benne de déchets métalliques qui gêne.

Observation : L'exploitant pourra utilement ajouter de bordures à l'arrière immédiat du bâtiment, aux endroits engazonnés, afin de s'assurer que les eaux de ruissellement soient bien dirigées vers le caniveau et qu'il n'y en ait pas qui s'infilte dans les espaces verts.

Concernant le fonctionnement de l'obturateur, l'exploitant a indiqué qu'il était mécanique : c'est un flotteur qui actionne la fermeture en cas de saturation d'huile. L'Inspection attire l'attention de l'exploitant sur le fait qu'il lui avait été demandé de prendre en compte l'aspect confinement en cas d'incendie en particulier, dans sa réflexion de mise en conformité de ses eaux de ruissellement.

Concernant les analyses, l'exploitant a indiqué qu'un regard avait été mis en place à proximité du séparateur pour pouvoir effectuer les prélèvements des eaux qui auront transité par le séparateur

avant rejet dans le milieu naturel.

L'exploitant a ajouté que la taille nominale du séparateur avait été calculé sans déversoir. La fiche technique a été transmise.

L'exploitant a indiqué que les travaux seront terminés fin 2025 et qu'il déposera le porter à connaissance, permettant de regrouper toutes les informations relatives aux dispositifs mis en place, la démonstration de la compatibilité du milieu avec les points de rejets.

Pour les mesures, l'exploitant a indiqué qu'elles seront réalisées fin du 1er trimestre 2026 au plus tard.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Au vu des constats (travaux non terminés, PAC à déposer et analyses à réaliser), il est proposé à M. le Préfet de maintenir la mise en demeure.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 4 mois

N° 4 : Autosurveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/01/2004, article 5 du titre V

Thème(s) : Risques chroniques, piézomètres

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 16/07/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 14/11/2024

Prescription contrôlée :

La S.A. "FONDERIES G. FALSIMAGNE" est tenue de réaliser la surveillance de la qualité des eaux souterraines.

(...)

La surveillance comprendra au minimum les dispositions suivantes :

> deux fois par an au moins :

- relevé du niveau piézométrique,
- prélèvement et analyse des substances pertinentes susceptibles de caractériser une éventuelle pollution de la nappe (pH, chrome, cuivre, nickel, plomb, hydrocarbures),

- transmission des résultats des mesures et de leur interprétation à l'inspection des installations classées,

> si ces résultats mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant détermine par tous les moyens utiles si ses activités sont à l'origine de la pollution constatée, il informe le préfet du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.

Constats :

L'exploitant a fait procéder à une analyse complète sur le piézomètre AULT 1 : un rapport de CERDIS Environnement du 17/02/2025 a été transmis.

Le rapport présente :

- une description de l'ouvrage avec la profondeur de l'ouvrage, le niveau d'eau et le niveau de prélèvement;
- sa localisation;
- les paramètres recherchés : pH, métaux (cuivre, chrome, nickel et plomb) et l'indice Hydrocarbures C10-C40;
- un reportage photographiques du prélèvement;
- les valeurs seuils utilisées (valeurs guides pour l'eau extraites des annexe I et II de l'arrêté du 11/01/2007);
- les résultats des mesures
- l'interprétation des résultats (pas de dépassement, aucun impact significatif);
- un extrait des bilans quadriennaux de 2008 et de 2012 pour justifier de l'utilisation d'un unique piézomètre ("la conclusion du BRGM en charge de cette mission en 2008, était qu'au regard des résultats d'analyses qui témoignaient de l'absence de dégradation globale de la qualité des eaux souterraines, et de la position correcte du piézomètre Ault 1 en aval hydraulique de la zone, il n'apparaissait pas pertinent de redéployer le réseau. Il n'y avait pas nécessité de compléter le réseau avec un second piézomètre aval ainsi qu'un piézomètre en amont de la zone d'influence de l'installation classée de la société Falsimagne Fonderies, confirmé par le bilan quadriennal de 2012 réalisé par AQAPM.").

Concernant les analyses réalisées par AQUAPM, l'exploitant a indiqué qu'il leur avait demandé d'analyser tous les paramètres de l'arrêté préfectoral de 2004, pour 2025.

Les déclarations GIDAF de mars et octobre 2025, ne font pas apparaître tous les paramètres attendus dans l'arrêté préfectoral de 2004 et aucune interprétation des résultats. Les déclarations étant au statut "enregistré", l'exploitant peut les modifier.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sous 3 mois, l'exploitant modifie les déclarations GIDAF de 2025 en faisant apparaître :

- les résultats d'analyse de l'ensemble des paramètres attendus dans l'arrêté préfectoral de 2004 et ceux qui lui apparaissent pertinent pour son suivi;
- les interprétations des résultats.

Il pourra utilement joindre les rapports d'analyse.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois